

États financiers intermédiaires résumés de

EXPLORATION AMSECO LTÉE

pour les périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Table des matières

	Page
États de la situation financière intermédiaires résumés	1
États du résultat net intermédiaires résumés	2
États des variations des capitaux propres intermédiaires résumés	3
États des flux de trésorerie intermédiaires résumés	4
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés	5 - 19

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États de la situation financière intermédiaires résumés

30 septembre 2018 et 31 décembre 2017

(non audités)

	Note	2018	2017
		\$	\$
Actifs			
Actifs courants			
Encaisse		3 577	2 278
Dépôt en fidéicomis		-	17 187
Taxes sur les produits et services à recevoir et autres débiteurs		29 645	25 776
Frais payé d'avance		1 250	-
Total des actifs		34 472	45 241
Passifs			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		245 015	229 559
Prêts d'actionnaires	4	188 628	119 211
Avances des administrateurs sans intérêt		11 000	7 000
Total des passifs courants		444 643	355 770
Passifs non courants			
Prêts d'actionnaires	4	-	10 005
Total des passifs		444 643	365 775
Capitaux propres			
Capital-actions et bons de souscription	5	13 403 889	13 403 889
Surplus d'apport		1 117 498	1 117 498
Déficit		(14 931 558)	(14 841 921)
Total de l'insuffisance des capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la Société		(410 171)	(320 534)
Total des passifs et des capitaux propres		34 472	45 241

Les notes des pages 5 à 19 font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

/s/ Jean Desmarais, administrateur

/s/ Roger Bourgault, administrateur

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États du résultat net intermédiaires résumés
Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017
(non audités)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
	\$	\$	\$	\$
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES				
Autres charges opérationnelles	23 191	10 927	87 138	53 220
Charges financières	(4 121)	6 655	2 499	17 753
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	<u>19 070</u>	<u>17 582</u>	<u>89 637</u>	<u>70 973</u>
PERTE NETTE ET RÉSULTAT GLOBAL	<u>19 070</u>	<u>17 582</u>	<u>89 637</u>	<u>70 973</u>
RÉSULTAT NET PAR ACTION (note 8)	(0.000)	(0.000)	(0.001)	(0.001)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ (DE BASE ET DILUÉ) D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION	4 913 073	4 913 073	4 913 073	4 913 073

Les notes des pages 5 à 19 font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États des variations des capitaux propres intermédiaires résumés
Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017
(non audités)

	Note	Capital- actions et bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total
		\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2016		13 403 889	1 107 461	(14 765 059)	(253 709)
Apport des actionnaires	4	–	10 037	–	10 037
Perte nette		–	–	(70 973)	(70 973)
Solde au 30 septembre 2017		13 403 889	1 117 498	(14 836 032)	(314 645)
Solde au 31 décembre 2017		13 403 889	1 117 498	(14 841 921)	(320 534)
Perte nette		–	–	(89 637)	(89 637)
Consolidation 20 :1					
Solde au 30 septembre 2018		13 403 889	1 117 498	(14 931 558)	(410 171)

Les notes des pages 5 à 19 font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États des flux de trésorerie intermédiaires résumés
Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017
(non audités)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net et résultat global de la période	(19 070)	(17 582)	(89 637)	(70 973)
Ajustements :				
Charge de désactualisation	-	5 918	-	15 730
	(19 070)	(11 664)	(89 637)	(55 243)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :				
Dépôt en fidéicommis	-	-	17 187	-
Taxes sur les produits et services à recevoir et autres débiteurs	(621)	(834)	(3 869)	(1 724)
Frais payé d'avance	(1 250)	-	(1 250)	-
Fournisseurs et autres créditeurs	6 363	9 951	15 456	30 474
Intérêts courus capitalisés dans les prêts d'actionnaires	861	658	2 412	1 739
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(13 717)	(1 889)	(59 701)	(24 754)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Prêts	16 000	-	57 000	39 000
Avance des administrateurs	-	-	4 000	-
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	16 000	-	61 000	39 000
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 283	(1 889)	1 299	14 246
Trésorerie et des équivalents de trésorerie au début	1 294	28 262	2 278	12 127
Trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin	3 577	26 373	3 577	26 373

Les notes des pages 5 à 19 font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés
Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017
(non audités)

1. Nature des opérations et continuité d'exploitation

Exploration Amseco ltée (la « Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de propriétés minières. Le siège social est situé au 2159, rue Mackay, bureau 200, Montréal, Québec, H3G 2J2. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX sous le symbole AEL.

La Société ne possède plus de propriété minière à ce jour. Au 30 septembre 2018, la Société a un déficit accumulé de 14 931 558 \$ (14 841 921 \$ au 31 décembre 2017), un fonds de roulement déficitaire et une insuffisance des capitaux propres de 410 171 \$ (320 534 \$ au 31 décembre 2017).

La continuité d'exploitation de la Société dépend de la découverte de nouveaux projets et de sa capacité à obtenir le financement nécessaire pour s'acquitter de ses engagements et obligations dans le cours normal de ses activités. Si la Société ne parvient pas à identifier de nouveaux projets, son exploitation pourrait donc être compromise.

Ces incertitudes significatives jettent donc un doute important relativement à la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ainsi que sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Les conditions ci-dessus indiquent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Ces états financiers ne comprennent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et passifs si l'hypothèse de la continuité s'avère non fondée.

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers sont fondées sur les IFRS publiées et en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Le 29 novembre 2018, le conseil d'administration a approuvé ces états financiers.

b) Base d'évaluation

Les états financiers ont été établis au coût historique, à l'exception des prêts d'actionnaires qui sont évalués à la juste valeur.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

2. Base d'établissement (suite)

b) Base d'évaluation (suite)

Les états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation, ce qui signifie que la Société serait en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'année au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les années futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers et des informations concernant les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours de l'exercice suivant sont fournies à la note 1 - Nature des opérations et continuité d'exploitation, et à la note 4 - Prêts d'actionnaires.

3. Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

a) Instruments financiers (suite)

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur plus tous les coûts directement attribuables à la transaction. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La Société a classé l'encaisse et le dépôt en fidéicommiss comme prêts et créances.

L'encaisse comprend les soldes de trésorerie.

Passifs financiers

La Société a classé ses créditeurs et charges à payer, ses prêts d'actionnaires et ses avances des actionnaires en tant que passifs financiers au coût amorti. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Dépréciation

Actifs financiers

Les actifs financiers sont passés en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimé de façon fiable.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans la perte nette et portées en diminution des créances dans un compte de correction de valeur. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans la perte nette.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Provision, passifs et actifs éventuels

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. La désactualisation est comptabilisée en charges financières.

d) Capital social et bons de souscription

Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Bons de souscription

Les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de l'entité elle-même, qui seront réglés par la Société uniquement en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres contre un montant déterminé de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont classés dans les passifs.

e) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel, des directeurs, des consultants et des courtiers est comptabilisée comme charge, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport qui en est la contrepartie, au cours de la période où les participants acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Pour les droits à des paiements fondés sur des actions assortis de conditions accessoires à l'acquisition des droits, la juste valeur à la date d'attribution du paiement fondé sur des actions est évaluée afin de refléter ces conditions, et les écarts entre les résultats attendus et les résultats réels ne donnent lieu à aucun ajustement.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

Les accords de paiement fondés sur des actions aux termes desquels la Société reçoit des biens ou des services en contrepartie de ses propres instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres, indépendamment de la manière dont la Société a obtenu ces instruments de capitaux propres. La Société évalue directement les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut pas être estimée de façon fiable, auquel cas la juste valeur sera établie indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

f) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte déductible d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement aux années antérieures. L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés sont reconnus en tant que produit ou charge en résultat net sauf lorsqu'ils découlent de regroupements d'entreprises ou de transactions reconnues dans les capitaux propres. Par conséquent, lorsque les impôts différés sont liés à des composantes des capitaux propres, une recherche rétrospective est nécessaire afin de déterminer l'ajustement des impôts (par exemple, un changement des taux d'impôt ou un changement dans le montant des actifs d'impôts différés reconnus) qui devrait être reconnu en capitaux propres.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

f) Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt censés être appliqués aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôts différés peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôts exigibles, et si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôts exigibles et de réaliser les actifs d'impôt sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôts différés sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

g) Résultat de base et dilué par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires dilutives potentielles, lesquelles englobent les bons de souscription et les options sur actions.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

- h) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur

Les nouvelles normes et interprétations qui suivent ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation de ces états financiers.

- i) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)

Le 20 juin 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement nettes concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source; et
- d'une modification des modalités et conditions qui entraîne la modification du classement d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

3. Principales méthodes comptables (suite)

ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'harmoniser davantage la comptabilité de couverture à la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

4. Prêts d'actionnaires

	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Solde au début	129 216 \$	78 687 \$
Prêts d'actionnaires reçus au cours de la période	57 000	39 000
Apport des actionnaires comptabilisé au surplus d'apport	-	(10 037)
Charge de désactualisation	-	19 170
Intérêts courus sur la dette	2 412	2 396
	188 628	129 216
Tranche courante des prêts d'actionnaires	172 575	119 211
	16 053 \$	10 005 \$

Au cours de la période close le 30 septembre 2018, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 57 000 \$. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2 % et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ces prêts en argent ou en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société au moment où les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 39 000 \$, dont 8 000 \$ provenaient d'administrateurs de la Société. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2 % et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ces prêts en argent ou en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société au moment où les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies. La Société a calculé la juste valeur de ces prêts en utilisant un taux d'intérêt de 20 %.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

5. Capital-actions et bons de souscription

Le capital-actions de la Société comprend seulement des actions ordinaires entièrement libérées ou des actions à émettre.

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale. Toutes les actions sont admissibles, chacune de la même façon, au versement de dividendes et au remboursement du capital et donnent droit à un vote à l'assemblée des actionnaires de la Société. En date du 31 décembre 2017.

6. Paiements fondés sur des actions

La Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés et aux conseillers des options permettant d'acquérir des actions ordinaires. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu dudit régime est de 5 000 000 d'actions.

Le prix d'exercice de chaque option est établi par les membres du conseil d'administration et ne peut pas être inférieur à la valeur marchande des actions ordinaires la veille de l'attribution. De plus, la date d'échéance ne peut pas excéder dix ans. Les options octroyées aux employés et consultants qui ne fournissent pas de services en relation avec les investisseurs deviennent dès leur octroi la pleine propriété de leurs propriétaires. Pour un consultant qui fournit des services en relation avec les investisseurs, les options octroyées seront acquises graduellement sur une période de 12 mois suivant la date de l'octroi, à raison de 25 % par trimestre.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options en trésorerie.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

6. Paiements fondés sur des actions (suite)

Les options d'achat d'actions de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	2018		2017	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	3 970 000	0,073 \$	3 970 000	0,073 \$
Consolidation 20 :1	198 500	1,46 \$	198 500	1,46\$
En circulation à la fin de l'exercice	198 500	1,46 \$	198 500	1,46 \$
Exerçables	198 500	1,46 \$	198 500	1,46 \$

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

6. Paiements fondés sur des actions (suite)

	2018				2017		
Date d'expiration	Options en circulation			Prix d'exercice	Options en circulation		
	Nombre d'options	Nombre d'options exerçables	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)		Nombre d'options	Nombre d'options exerçables	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)
Janvier 2021	3 750	3 750	2,20	4,50 \$	3 750	3 750	3,08
Mai 2021	12 250	12 250	2,54	2,20	12 250	12 250	3,42
Juillet 2021	65 000	65 000	2,70	2,00	65 000	65 000	3,58
Décembre 2023	117 500	117 500	5,04	1,00	117 500	117 500	5,92
	198 500	198 500			198 500	198 500	

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

7. Charges financières

	2018	2017
Charge de désactualisation	- \$	15 730 \$
Intérêts courus sur les prêts d'actionnaires	2 412	1 739
Autres charges financières	87	284
	2 499 \$	17 753 \$

8. Résultat par action

Les options d'achat d'actions et les bons de souscription ont été exclus du calcul du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation parce que la Société est à perte et que, conséquemment, leur effet aurait été antidilutif.

9. Transactions entre parties apparentées

Les parties apparentées de la Société comprennent les principaux dirigeants et les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-après.

Les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Transactions avec les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants :

	2018	2017
Charges administrative		
Frais de consultant	4 500 \$	4 500 \$

Aux 30 septembre 2018 et 2017, les créiteurs et charges à payer incluent des sommes à payer à des parties apparentées respectivement de 209 923 \$ et 178 833 \$.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

10. Politiques et procédés de gestion du capital

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont les suivants :

- Assurer la capacité de la Société de poursuivre ses activités;
- Augmenter la valeur des actifs de la Société; et
- Assurer un rendement aux actionnaires de la Société.

Ces objectifs seront atteints par l'établissement de projets d'acquisition et la mise en valeur éventuelle de ces projets.

La Société gère son capital sur la base de la valeur comptable des capitaux propres. Le capital pour les exercices financiers en cours est présenté à la note 5 et aux états des variations des capitaux propres.

La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée de l'extérieur.

Aucun changement n'a été effectué en matière d'objectifs, de procédures ou de processus de gestion de capital durant les périodes de présentation de l'information financière.

11. Instruments financiers et gestion des risques financiers

Juste valeur des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers courants, qui comprennent l'encaisse, les dépôts en fidéicommis, les créiteurs et charges à payer, et les avances des administrateurs s'approchent de leur juste valeur à cause de leur échéance immédiate ou à court terme.

Exposition et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre de risques à divers degrés. Le type de risque et la façon dont l'exposition est gérée sont décrits ci-dessous :

i) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (suite)

Périodes closes les 30 septembre 2018 et 2017

(non audités)

11. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. L'encaisse et les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt. Les prêts d'actionnaires portent intérêt à un taux fixe. Par conséquent, ils ne présentent aucun risque lié aux flux de trésoreries futures. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Société n'est pas exposée au risque de fluctuation des taux de change compte tenu que toutes ses transactions jusqu'à présent ont été conclues en dollars canadiens.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance.

Tel qu'il est indiqué à la note 11, la Société gère ce risque par la gestion de sa structure du capital. En outre, elle gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

iii) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement de la trésorerie et du dépôt en fidéicomis. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit en date de ces états financiers.

Le risque de crédit sur la trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales.

12. Événement postérieur à la date du bilan

Le 31 octobre 2018, la société a octroyé 290 000 options à ces dirigeants et administrateurs au prix de 0.10\$ par option pour une période de 10 ans.